

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Lille, le 03/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**COLGATE PALMOLIVE**

5, AVENUE DU VERMANDOIS  
B.P.20253  
60200 Compiègne

Références : 25/04/2025  
Code AIOT : 0005101078

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement COLGATE PALMOLIVE implanté 5, AVENUE DU VERMANDOIS B.P.20253 60200 Compiègne. L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLGATE PALMOLIVE
- 5, AVENUE DU VERMANDOIS B.P.20253 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005101078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société COLGATE-PALMOLIVE INDUSTRIEL exploite sur la commune de Compiègne (60) un site spécialisé dans la production de produits ménagers (détergents liquides et en poudre, javel, produits vaisselle), d'assouplissants textile (dont des voiles sèche-linge) et de produits pour le soin du corps (gels douche et savons liquides). Compte tenu des activités exercées et des installations exploitées, le site COLGATE-PALMOLIVE INDUSTRIEL de Compiègne relève, au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), du régime de l'autorisation. Le site est également classé SEVESO seuil bas. L'exploitation du site est autorisée par différents arrêtés préfectoraux dont les principaux datent du 22 mars 2006 et du 19 janvier 2022.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande d'action corrective	7 mois
10	Refroidissement des installations voisines	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	Demande d'action corrective	7 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
6	Situation administrative au regard des textes LI	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
8	Réserves en d'eau et d'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Sans objet
9	Justification	Arrêté Ministériel du 03/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des débits et quantités	article 43-3-2	
11	Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Sans objet
12	Réseau incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Sans objet
13	Confinnement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6	Sans objet
14	Entretiens et contrôles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Sans objet
15	Formation des équipiers	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	Sans objet
16	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	Sans objet
17	Interdiction des PFAS dans les mousses incendie	Règlement européen du 20/06/2019	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement, classé SEVESO seuil bas, dispose d'un POI incluant la thématique des prélèvements environnementaux. A ce sujet, l'exploitant est invité à justifier l'absence de prélèvement dans les sols ainsi que l'exclusion des paramètres Dioxines et Furannes (option proposée par SOCOTEC mais non retenue par l'exploitant). Concernant la Stratégie de Défense Incendie (SDI) des stockages de liquides inflammables, l'inspection constate l'existence d'un document datant de septembre 2019. Toutefois, des éléments contradictoires avec le POI ainsi que la modification de certains équipements (déversoirs à mousse notamment) imposent la révision de la SDI. Par ailleurs, la SDI s'avère lacunaire sur certains aspects (refroidissement du bac en feu, maintien d'un dispositif préventif). En outre, elle devra, au 1er janvier 2026 intégrer les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le document portant le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement de Compiègne. Créé au 28/02/2003, le document a été révisé en dernier lieu le 15/10/2024.</p> <p>L'exploitant organise deux exercices POI par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 exercice sur table couplée à la formation ;</li> <li>- 1 exercice sur le terrain avec la participation éventuelle du SDIS et de l'Inspection des installations classées.</li> </ul> <p>Les derniers exercices de terrain ont mis en œuvre les scénarios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Explosion chaudière (Novembre 2020) ;</li> <li>- Feu sur chariot élévateur au sein d'un entrepôt (Novembre 2023) ;</li> <li>- Départ de feu au niveau de la pomperie Esterquat - Feu de rétention (Juin 2024) ;</li> <li>- Risque chimique : dispersion toxique au sein de l'atelier de fabrication (Décembre 2024).</li> </ul> <p>L'exercice de décembre 2024 a également permis de tester la chaîne d'alerte mise en place dans le cadre du dispositif de prélèvements environnementaux assuré par SOCOTEC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans sa version du 15/10/2024, le plan d'opération interne intègre, au chapitre 7, le rapport établi par SOCOTEC sur les Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle (Ref. A1476/24/100 en date du 25/04/2024). Ce rapport présente notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux à l'extérieur du site. En outre,</p>

<p>le document suggère qu'il ne sera pas retenu de prélèvements sur site, car ceux-ci s'avèrent difficiles à mettre en œuvre en phase d'urgence (accès et dangerosité). Ces prélèvements seront réalisés dans un second temps sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le document précise également les substances recherchées sur la base des scénarios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- incendie généralisé du stockage des matières premières dangereuses et des déchets dangereux (PhD 16 - EDD 2015) ;</li> <li>- dispersion des fumées toxiques en cas d'incendie des matières premières dangereuses et des déchets dangereux (PhD 17 - EDD 2015) ;</li> </ul> <p>En outre, pour les autres stockages non étudiés dans le cadre de l'EDD, le bureau d'études s'est référé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les liquides inflammables, au guide INERIS « OMEGA 16 » et à ses annexes ;</li> <li>- pour les matières combustibles, au guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique établie par AFILOG (version n°1-31-10-2022)</li> </ul> <p>Globalement, les substances retenues sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour l'incendie (Groupe 1) : CO, gaz acides (HCl, HF), SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, HCN, COV (notamment BTEX et Formaldéhyde), HAP ;</li> <li>- pour la dispersion de produits toxiques (Groupe 2) : NH<sub>3</sub>, HCl, SO<sub>2</sub>, Glutaraldéhyde.</li> </ul> <p>Seul le milieu « Air » est retenu, aucun prélèvement de sol n'est envisagé et l'exploitant n'a pas retenu l'option Dioxines / Furannes. Malgré la proximité de l'Oise, le milieu «Eau » est également écarté, ce qui peut s'entendre au vu des capacités de confinement des eaux d'extinction.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de justifier l'absence de prélèvements de sol ainsi que l'exclusion de la recherche des dioxines et furannes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Stratégie de prélèvement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul>

<p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport SOCOTEC (Ref. A1476/24/100 en date du 25/04/2024) explicite, au chapitre 3, les méthodes de prélèvements, d'analyses ainsi que la durée des prélèvements. La cartographie des points de prélèvements est également présentée. Pour le milieu « Air », la stratégie de prélèvement apparaît cohérente avec la liste des substances recherchées établie par l'exploitant. A noter que dans le contrat, l'exploitant a retenu l'option d'un exercice annuel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Personnels compétents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a contractualisé avec SOCOTEC. L'établissement est rattachée à l'agence SOCOTEC de Lesquin distant de 145 km. Le prestataire garanti une intervention sur site en moins de 4h. L'exploitant prévoit de tester le dispositif lors du prochain exercice POI prévu en octobre ou novembre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Liste des produits de décomposition**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est classé SEVESO Seuil Bas dont l'étude de dangers ou sa mise à jour sont antérieures au 01 janvier 2023. La prescription ci-dessus édictée ne lui est pas applicable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Situation administrative au regard des textes LI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Champ d'application</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III.-Conditions d'application aux installations existantes</p> <p>A.-Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont soumises avant l'entrée en vigueur du présent arrêté demeurent applicables, en particulier les dispositions techniques des arrêtés ministériels suivants :</p> <p>[...]</p> <p>-arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747,4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le stockage de liquides inflammables, l'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331. Toutefois, il relevait auparavant du régime de</p>



l'autorisation au titre de la rubrique 1432 et était par conséquent concerné par l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Aussi, comme rappelé au III de l'article 1 de l'AM du 01/06/2015, les prescriptions auxquelles les installations existantes sont soumises avant l'entrée en vigueur du présent arrêté demeurent applicables. Les dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 demeurent donc applicables aux installations de stockages de liquides inflammables exploitées par la société COLGATE PALMOLIVE sur son site de Compiègne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Stratégie de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II

ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

#### **Constats :**

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis son POI (Version du 15/10/2024) ainsi que le document portant la Stratégie de Défense Incendie (SDI) de l'établissement (Version de septembre 2019). Le document décline bien les scénarios suivants :

- Feu des bacs 36, 37 et 38 ;
- Feu de la rétention du bac 38 et de la rétention commune des bacs 36 et 37.

Comme précédemment évoqué l'exploitant a également établi un POI, mais à la lecture des documents quelques incohérences apparaissent :

- pour les rétentions des bacs 36,37 et 38, le POI présente une SDI avec des débits d'extinction de 400 l/min par rétention et un volume d'émulseur de 960 l sur 20 minutes, ce qui diffère des données du plan de défense incendie de septembre 2019 ;
- le taux d'application (8l/min/m<sup>2</sup>) et la concentration de l'émulseur (6%) évoqués dans le POI ne correspondent pas aux données de la SDI de septembre 2019 (taux d'application de 4l/min/m<sup>2</sup> et concentration en émulseur de 3%) ;
- le POI évoque la présence de deux containers de 1000 litres d'émulseur alors que la SDI de septembre 2019 mentionne une réserve d'émulseur de 1000 litres.

Par ailleurs, il apparaît que les déversoirs à mousse présents au sein des rétention des bacs 36, 37 et 38 ont été changés. Aussi, pour ces équipements le débit de référence n'est plus de 115 l/min comme cela est évoqué dans la stratégie de défense incendie. Dès lors la stratégie de défense apparaît relativement confuse et nécessite d'être révisée. A noter également que la SDI ne prévoit pas le maintien d'un dispositif de prévention en vue d'une éventuelle reprise de l'incendie à l'issue de la phase d'extinction totale.

En outre, lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de liquides inflammables en fûts métalliques et GRV au sein d'un stockage ouvert couvert à proximité du local DIS. Quelques GRV de parfums sont également stockés sur deux niveaux dans un local à l'intérieur du bâtiment A10. En application de l'annexe 7 de l'arrêté du 03/10/2010, la stratégie de lutte contre l'incendie doit être mise à jour au plus tard le 1er janvier 2026 pour tenir compte pour tenir compte des scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réviser sa stratégie de défense incendie au 1er janvier 2026. Elle devra notamment prendre en compte les modifications apportées aux installations (couronnes, déversoirs....) et intégrer les scénarios de références visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

L'Inspection demande également à l'exploitant de veiller à la cohérence des informations portées dans la stratégie de défense contre l'incendie et dans le POI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 mois

**N° 8 : Réserves en d'eau et d'émulseur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.

**Constats :**

Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'exploitant disposait de 2000 Litres d'émulseur en GRV dédiés à la protection des bac 36, 67, 38 et des rétentions associées. Il dispose également d'un complément de 185 l d'émulseur en bidons ( 8 x 20 l + 25 l). Concernant la ressource en eau, l'exploitant dispose d'une réserve d'eau de 850 m<sup>3</sup> alimentée par un forage et d'autre réserve de 500 m<sup>3</sup> alimentée par le réseau d'eau de ville.

Même si elle nécessite une révision, la SDI évalue de façon correcte les besoins en eau et en émulseurs pour les scénarios traités (feux de bacs, feux de rétention). Le traitement de chacun des scénarios nécessitant une quantité d'eau de l'ordre de 6 m<sup>3</sup> et une quantité d'émulseur inférieure à 200 litres, dans tous ces cas, ces quantités sont largement assurées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Justification des débits et quantités**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent

arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.

**Constats :**

Le document portant la stratégie de défense incendie (septembre 2019) définit correctement les débits d'eau incendie, de solution moussante ainsi les moyens en émulseur et en eau dans le cas des scénarios feux de bacs et feux de rétentions. Les calculs tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Refroidissement des installations voisines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :

- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m<sup>2</sup> pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m<sup>2</sup> pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;
- protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m<sup>2</sup> et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.

**Constats :**

Dans sa version de septembre 2019, la stratégie de de défense incendie intègre bien :  
- le refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m<sup>2</sup> pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;  
- le refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m<sup>2</sup> pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;

En revanche, dans le cas des scénarios de feu de bac, la quantité d'eau nécessaire au refroidissement du bac en feu (alinéa 1 de la prescription) n'est pas prise en compte dans le volume global nécessaire à la gestion de l'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'absence de prise en compte du volume d'eau nécessaire au refroidissement du bac en feu appuie la nécessité de réviser la stratégie de défense incendie mentionnée au point de contrôle n°7.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 mois

**N° 11 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne : -la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ; -l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m <sup>2</sup> compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m <sup>2</sup> ) <sup>4/3</sup> .s ni la valeur de 8 kW/m <sup>2</sup> , sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ; -la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.
<b>Constats :</b>  Tel que présentée dans le document de septembre 2019, la stratégie de défense incendie repose essentiellement sur l'utilisation de moyens fixes suivants : - couronnes d'arrosage des réservoirs 36, 37 et 38 ; - boîtes à mousse en partie haute des réservoirs 36, 37 et 38 ; - déversoirs à mousse au sein de rétentions. Compte tenu de la proximité entre le poste de garde et les installations, la stratégie de défense incendie prévoit une mise en œuvre de ces équipements dans un délai estimé à 10 minutes.  En complément des moyens ci-dessus décrits, l'exploitant dispose de deux lances mobiles (1 lance eau et une lance eau / mousse). Ces moyens n'apparaissent pas dans la stratégie de défense incendie mais sont repris dans le POI de l'établissement. La révision de la stratégie de défense permettra également, dans l'éventualité du recours à ces équipements complémentaires,

d'étudier leurs conditions de déploiement (point d'alimentation, portée, positionnement par rapport aux zones de flux thermiques...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Réseau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie. Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les calculs établis dans le cadre de la stratégie de défense incendie tendent à démontrer que les débits d'extinction ne dépasseront pas 240 m<sup>3</sup>/h. Toutefois, l'établissement dispose d'un réseau incendie maillé et sectionnable. La mise sous pression est assurée par deux pompes diesel de 340 et 454 m<sup>3</sup>/h. L'installation est conçue de telle façon qu'en cas de défaillance chacune des pompes puisse relayer l'autre. En outre, l'exploitant dispose des raccords nécessaires à la connexion des moyens de secours publics. Il existe notamment des possibilités d'alimenter le réseau entre deux poteaux incendie par le biais de raccord en DN100.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Confinnement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bassins de confinement des eaux d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers, ou ;</li> <li>-sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas d'incident, tous les rejets sont dirigés automatiquement vers un pré-bassin de 300 m<sup>3</sup> puis vers un bassin de 3000 m<sup>3</sup>. La zone des Tanks (incluant les réservoirs 36, 37 et 38) est associée à deux bassins de 80 m<sup>3</sup>. L'aire de stockage des parfums en GRV au sein du bâtiment A10 est, quant</p>

à elle, connectée à un rétention déportée de 150 m<sup>3</sup>. Ces ouvrages en béton sont localisés en dehors de toutes zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Entretien et contrôles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un registre de vérification du réseau incendie. En séance, le document reprenant les contrôles effectués lors des semaines 14, 15, 16 et 17 de l'année en cours a été consulté. La vérification trimestrielle de " la station fixe " se résume à une vérification des couronnes de refroidissement des réservoirs. Les boîtes et déversoirs à mousse ne sont a priori pas testées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'envisager la possibilité de tester les boîtes et déversoir à mousse, a minima, en eau, en étudiant l'isolement des GRV d'émulseur ou la neutralisation de la pompe d'injection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Formation des équipiers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

Comme précédemment évoqué, l'établissement a opté pour une stratégie de défense contre l'incendie autonome. Elle repose sur une équipe de pompiers internes composée de 11 personnes, toutes ayant une expérience du métier (pompiers volontaires). Certains d'entre eux étant encore en activité. Au vu du planning des personnels, l'équipe d'intervention se compose de 2 ou 3

<p>pompiers. Le cas échéant, ils peuvent être épaulés de 4 à 6 " pompiers auxiliaires " (personnels de l'établissement formés en interne).</p> <p>Ces personnels participent aux exercices POI et des exercices / formations dans le cadre des journées "Pompiers auxiliaires" (3 actions par an).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Recours au SDIS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- est approuvé par arrêté préfectoral ; - est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ;</li> <li>- implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 03 mars 2017, l'exploitant a fait savoir à M. le Préfet de l'Oise qu'il optait pour une stratégie de défense contre l'incendie sans recours aux moyens du SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Interdiction des PFAS dans les mousses incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Interdiction des PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au titre du règlement européen 2019/1021 du 20/06/2019 et du règlement européen 1907/2006 du 18/12/2006, il convient de s'assurer que l'exploitant a engagé une réflexion sur la substitution des émulseurs contenant des PFAS et qu'il a bien en tête l'échéance du 04/07/2025 (ou 03/12/2025). Pour rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'utilisation du PerFluoroOctyl Sulfonate (PFOS) est interdite depuis 2010 ;</li> <li>• l'utilisation du Sulfonate Perfluorohexane (PFHxS) est interdite depuis 2023 ;</li> </ul> <p>L'utilisation d'émulseur contenant de l'Acide PerFluoroOctanoïque (PFOA) est autorisée jusqu'au 04/07/2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils</p>



soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.

**Constats :**

Les émulseurs utilisés sont des émulseurs sans fluor. Ils ne sont donc pas susceptibles de libérer des composés perfluorés ou polyfluorés (PFAS).

**Type de suites proposées :** Sans suite